Les habitantÂ·eÂ·s de Masafer Yatta en Cisjordanie occupÃ©e sont sous la menace imminente dâ??un transfert forcÃ©

Description

Lâ??Agence MÃ©dia Palestine re-publie ici ce communiquÃ© dâ??Amnesty International qui alerte sur les vagues dâ??expulsions forcÃ©es en cours et Ã craindre en Cisjordanie.

Par Amnsty International, le 27 fÃ©vrier 2025

Photo : Wisam Hashlamoun/Anadolu via Getty Images

Les habitantÂ·eÂ·s de Shib Al Butum, village palestinien Ã Masafer Yatta, sont exposÃ©s au risque imminent de transfert forcÃ© du fait de la multiplication des attaques de colons cautionnÃ©es par lâ??Ã?tat, ainsi que des dÃ©molitions dâ??habitations, des restrictions dâ??accÃ¨s aux terres et de lâ??expansion illÃ©gale des colonies imputables aux autoritÃ©s israÃ©liennes, a dÃ©clarÃ© Amnesty International le 27 fÃ©vrier 2025.

Ce village de bergers, qui regroupe quelque 300 PalestinienÂ·neÂ·s, compte parmi les 12 qui composent la rÃ©gion de Masafer Yatta, au sud dâ??HÃ©bron, et qui subit depuis des dÃ©cennies des attaques croissantes de colons soutenues par lâ??Ã?tat et des mesures de rÃ©pression de la part des autoritÃ©s israÃ©liennes. Depuis le 7 octobre 2023, la situation sâ??est considÃ©rablement dÃ©gradÃ©e. Faute de mesures immÃ©diates pour amener les colons responsables de violences Ã rendre des comptes, mettre un terme aux dÃ©molitions de maisons et Ã lâ??expansion des colonies voisines, cette population, comme dâ??autres dans la rÃ©gion, sera dÃ©placÃ©e de force.

Â« La situation Ã Shib Al Butum est un microcosme de ce que vivent les PalestinienÂ·neÂ·s, en particulier les Ã©leveurs et les BÃ©douins, dans la majeure partie de la Cisjordanie occupÃ©e. Les colons empiÃ¨tent sur leurs terres, vandalisent et volent leurs biens, les harcÃ¨lent et les agressent physiquement en toute impunitÃ©, a dÃ©clarÃ© Erika Guevara Rosas, directrice gÃ©nÃ©rale des recherches, du travail de plaidoyer, des politiques et des campagnes Ã Amnesty International.

Â« Par lâ??impact cumulÃ© de dÃ©cennies dâ??occupation et dâ??apartheid, notamment la violence, la discrimination institutionnalisÃ©e et lâ??expansion illÃ©gale des colonies, IsraÃ«l met dÃ©libÃ©rÃ©ment en place un environnement coercitif qui a pour effet de chasser les PalestinienÂ·neÂ·s, comme ceux de Shib Al Butum, de leurs terres. Le transfert illÃ©gal (Ã savoir le dÃ©placement forcÃ© de civilÂ·eÂ·s contre leur volontÃ©) constitue une grave violation de la QuatriÃ¨me Convention de GenÃ¨ve et Ã©quivaut Ã un crime de guerre. Â»

> Â« La situation Ã Shib Al Butum est un microcosme de ce que vivent les PalestinienÂ·neÂ·s, en particulier les Ã©leveurs et les BÃ©douins, dans la majeure partie de la Cisjordanie occupÃ©e. Â» â?? Erika Guevara Rosas, directrice gÃ©nÃ©rale des recherches, du travail de plaidoyer, des politiques et des campagnes Ã Amnesty International

Depuis le 7 octobre 2023, la recrudescence des violences de colons cautionnÃ©es par lâ??Ã?tat ainsi que les mesures prises par les autoritÃ©s israÃ©liennes ont entraÃ®nÃ© le dÃ©placement forcÃ© de PalestinienÂ·neÂ·s dans toute la Cisjordanie. Ces mesures englobent lâ??application de nouveaux ordres militaires de saisie, les destructions accrues de biens palestiniens, ainsi que la participation et le soutien Ã des attaques de colons contre des PalestinienÂ·neÂ·s ou lâ??incapacitÃ© Ã les prÃ©venir et Ã les sanctionner.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) a commencÃ© Ã tenir des statistiques il y a 20 ans, et considÃ¨re 2024 comme la pire annÃ©e en matiÃ¨re de violences commises par des colons en Cisjordanie occupÃ©e, y compris JÃ©rusalem-Est. Entre le 7 octobre 2023 et le 31 dÃ©cembre 2024, lâ??OCHA a recensÃ© 1 860 cas de ce type de violences ayant conduit au dÃ©placement de plus de 300 familles (1 762 personnes, dont 856 enfants). Lâ??OCHA a Ã©galement enregistrÃ© une augmentation du nombre dâ??attaques de colons en Cisjordanie, passant en moyenne de deux par jour en 2022 Ã quatre par jour en 2024.

Des organisations israÃ©liennes de dÃ©fense des droits humains, dont Yesh Din et Haqel, ont Ã©galement documentÃ© lâ??incapacitÃ© des forces de lâ??ordre israÃ©liennes Ã protÃ©ger la population palestinienne en Cisjordanie illÃ©galement occupÃ©e.

Amnesty International a relevÃ© que le durcissement de lâ??environnement coercitif crÃ©Ã© par IsraÃ«l, notamment par le biais de la violence des colons cautionnÃ©e par lâ??Ã?tat, a dÃ©jÃ conduit au transfert forcÃ© de la communautÃ© dâ??Ã©leveurs de Zanuta, dans les collines au sud dâ??HÃ©bron. Shib Al Butum connaÃ®t aujourdâ??hui un sort analogue.

Les Ã©lÃ©ments attestant dâ??un transfert forcÃ© Ã Zanuta

En mars 2024, Amnesty International sâ??est rendue sur le site abandonnÃ© de Zanuta, qui comptait auparavant 250 habitants, dont 100 enfants, et a interrogÃ© cinq personnes qui y vivaient prÃ©cÃ©demment. Elles ont dÃ©clarÃ© que la frÃ©quence et la violence des agressions des colons Ã leur encontre sâ??Ã©taient intensifiÃ©es Ã la suite des attaques menÃ©es par le Hamas dans le sud dâ??IsraÃ«l le 7 octobre 2023, ce qui les avait tous contraints Ã partir.

Selon leurs tÃ©moignages, Ã partir de 2021, des colons dâ??un avant-poste voisin, la ferme de Meitarim, les ont rÃ©guliÃ¨rement attaquÃ©s et harcelÃ©s. Ces avant-postes sont Ã©galement considÃ©rÃ©s comme illÃ©gaux par le droit israÃ©lien, ce qui nâ??a pas empÃªchÃ© les colons de construire des installations et de commencer Ã faire paÃ®tre leurs moutons sur les terres agricoles de Zanuta, endommageant les cultures.

AprÃ¨s le 7 octobre 2023, selon des habitants, les attaques des colons sont montÃ©es dâ??un cran, devenant quasi quotidiennes, et beaucoup ont dÃ©cidÃ© de partir. Ã? plusieurs reprises, des propriÃ©tÃ©s ont Ã©tÃ© incendiÃ©es et des eaux usÃ©es dÃ©versÃ©es sur des terres agricoles.

Â« Les colons nous ont attaquÃ©s chez nous plus dâ??une fois aprÃ¨s le 7 octobre 2023. Un jour, ils ont forcÃ© notre porte et ont frappÃ© nos enfants Ã coups de fusils. Ils ont brisÃ© les fenÃªtres pendant que nous dormions Â», a racontÃ© Hadeel Jabareen.

Au 22 octobre 2023, le village Ã©tait entiÃ¨rement dÃ©placÃ©. La Cour suprÃªme israÃ©lienne a ordonnÃ© que les habitants de Zanuta soient autorisÃ©s Ã rentrer chez eux en juillet 2024. AprÃ¨s le retour de quelques familles en aoÃ»t 2024, les attaques de colons ont rapidement repris, les obligeant Ã repartir.

Les derniÃ¨res familles ont quittÃ© Zanuta le 18 octobre 2024.

Â« Les colons Ã©taient armÃ©s et nous attaquaient sans cesse. Nous Ã©tions la derniÃ¨re famille sur place. Tous les autres Ã©taient partis, alors nous nous sommes rÃ©signÃ©s Ã faire de mÃªme, pour la sÃ©curitÃ© de nos enfants et de notre bÃ©tail. Nous avions peur, câ??Ã©tait la terreur Â», a dÃ©clarÃ© Adel A Tal, un ancien habitant.

Shib Al Butum : un village en danger

Amnesty International a constatÃ© une augmentation des violences commises par des colons israÃ©liens Ã lâ??encontre des bergers palestiniens dans les zones de pÃ¢turage autour de Shib Al Butum depuis le 7 octobre 2023, qui risque dÃ©sormais de subir le mÃªme sort que Zanuta. Elle a interrogÃ© six habitantÂ·eÂ·s et analysÃ© 38 vidÃ©os filmant des attaques.

Dâ??aprÃ¨s ces habitants, des colons de lâ??avant-poste voisin de Mitzpe Yair et de la colonie dâ??Avigayil les harcÃ¨lent et les attaquent presque tous les jours depuis le 7 octobre 2023. Avigayil est lâ??un des 10 avant-postes que le cabinet de sÃ©curitÃ© israÃ©lien a Â« lÃ©galisÃ©s Â» de maniÃ¨re rÃ©troactive en fÃ©vrier 2023.

Selon leurs tÃ©moignages, des colons sâ??approchent rÃ©guliÃ¨rement des bergers : ils les menacent, tiennent des propos insultants et signalent souvent Ã tort aux forces de lâ??ordre israÃ©liennes des vols de moutons par les Palestiniens. Des faits similaires ont Ã©tÃ© signalÃ©s dans dâ??autres villages de la rÃ©gion des collines au sud dâ??HÃ©bron et ailleurs en Cisjordanie.

Au lieu de protÃ©ger les Ã©leveurs palestiniens de Shib Al Butum, lâ??armÃ©e israÃ©lienne leur a ordonnÃ© de ne pas utiliser ces zones, les confinant dans leur village oÃ¹ la nourriture manque pour les troupeaux. Cette situation fait peser une lourde charge financiÃ¨re sur de nombreux bergers qui nâ??ont pas les moyens dâ??acheter des aliments pour leurs moutons tout au long de lâ??annÃ©e et doivent vendre une partie de leurs bÃªtes, leur principale source de revenus, pour joindre les deux bouts.

Khalil Jabarin, un berger, a dÃ©clarÃ© : Â« Plus personne nâ??ose emmener le bÃ©tail pÃ¢turer en dehors du village. Ils ont pris tout ce quâ??ils voulaient, mais ce nâ??est pas encore assezâ?¦ Ils veulent que nous partions. Ils viennent et me disent que je nâ??ai pas de terre ici et que je devrais aller Ã Yatta [la ville palestinienne voisine]. Â»

Dâ??aprÃ¨s les habitants, particuliÃ¨rement depuis le dÃ©but du mois de septembre 2024, un colon de lâ??avant-poste de Mitzpe Yair pÃ©nÃ¨tre rÃ©guliÃ¨rement dans le village Ã toute heure du jour et de la nuit, armÃ© dâ??un fusil et vÃªtu dâ??un uniforme militaire. Il se promÃ¨ne, prend des photos et vandalise des biens, surtout des terres et des installations agricoles. Dans des vidÃ©os filmÃ©es par les habitants, on le voit dÃ©truire des portillons et des clÃ´tures autour de leurs terres. Les villageois vivent constamment dans la peur. Dans dâ??autres vidÃ©os, authentifiÃ©es par Amnesty International, on voit des colons armÃ©s dÃ©ambuler autour du hameau ou passer Ã toute vitesse sur leurs motos pour les intimider.

Iman Jabarin, une habitante mÃ¨re de sept enfants, a dÃ©clarÃ© : Â« Nous ne nous sentons pas en sÃ»retÃ© chez nous. Nous ne sommes pas en sÃ©curitÃ©, ni moi, ni mes enfants, ni mon mari. Â»

Dans une vidÃ©o authentifiÃ©e par Amnesty International datant du 19 juillet 2024, un groupe de huit colons, accompagnÃ© dâ??un soldat, a attaquÃ© des membres de la famille Najjar qui Ã©taient assis devant chez eux. Selon la famille, des colons leur ont assÃ©nÃ© des coups de bÃ¢ton, sans que le soldat ne sâ??interpose. Sur des images vidÃ©o, on peut voir le soldat pointer son arme sur la famille palestinienne, puis tirer en lâ??air. Deux membres de la famille, blessÃ©s, ont Ã©tÃ© hospitalisÃ©s. Câ??est le cas de Wadha Najjar, Ã¢gÃ©e de 64 ans, qui a confiÃ© que face Ã lâ??impunitÃ© pour ce type dâ??agressions, ils ont perdu tout espoir dâ??obtenir justice dans le cadre du systÃ¨me juridique israÃ©lien.

Les autoritÃ©s israÃ©liennes ont aussi dÃ©moli des logements et des biens palestiniens Ã Shib Al Butum. Le 22 novembre 2023, les forces israÃ©liennes ont dÃ©moli huit structures dans le village en raison de lâ??absence de permis de construire israÃ©liens, qui sont quasi impossibles Ã obtenir. Selon lâ??OCHA, les dÃ©molitions ont causÃ© le dÃ©placement de 19 PalestinienÂ·neÂ·s de Shib Al Butum, dont 11 enfants. Le 8 juillet 2024, les forces israÃ©liennes ont dÃ©moli deux logements rÃ©sidentiels en invoquant lâ??absence de permis, forÃ§ant 14 personnes Ã partir. Selon lâ??organisation israÃ©lienne Peace Now! qui surveille lâ??expansion des colonies, les autoritÃ©s israÃ©liennes chargÃ©es de lâ??urbanisme nâ??ont pas validÃ© un seul permis de construire ni aucune demande pour un usage rÃ©sidentiel dÃ©posÃ©e par des Palestiniens dans la zone C de la Cisjordanie.

Des colons au-dessus des lois

Les colons jouissent dâ??une impunitÃ© quasi-totale pour les violences quâ??ils commettent Ã lâ??encontre des PalestinienÂ·neÂ·s. Selon Yesh Din, organisation israÃ©lienne de dÃ©fense des droits humains, 94 % des enquÃªtes de police sur les violences commises par des colons Ã lâ??encontre des Palestiniens en Cisjordanie entre 2005 et 2024 nâ??ont abouti Ã aucune inculpation. Ces chiffres confirment la conviction des Palestiniens que le systÃ¨me israÃ©lien dâ??application des lois est conÃ§u pour privilÃ©gier les intÃ©rÃªts des colons Ã leur dÃ©triment.

> Â« Au lieu de continuer de permettre lâ??accaparement des terres par IsraÃ«l, ce qui a des consÃ©quences dÃ©vastatrices pour les PalestinienÂ·neÂ·s, les dirigeantÂ·eÂ·s du monde doivent faire pression sur IsraÃ«l pour quâ??il mette fin Ã lâ??occupation illÃ©gale et dÃ©mantÃ¨le le systÃ¨me dâ??apartheid Ã leur encontre Â» â?? Erika Guevara Rosas

Par ailleurs, lâ??inaction de la communautÃ© internationale a laissÃ© la politique israÃ©lienne dâ??implantation de colonies et la violence des colons sâ??amplifier, tout en favorisant lâ??impunitÃ©. Le 21 janvier, le prÃ©sident Donald Trump a annulÃ© toutes les sanctions amÃ©ricaines contre les colons israÃ©liens responsables de violences. Lâ??existence mÃªme des colonies israÃ©liennes dans le territoire palestinien occupÃ© (TPO) â?? quel que soit leur statut au regard du droit israÃ©lien â?? constitue une violation flagrante du droit international ; pourtant, les Ã?tats ne sont pas intervenus pour stopper leur expansion ni assurer la protection de la population occupÃ©e dans le TPO. En juillet 2024, lâ??avis consultatif de la Cour internationale de justice a dÃ©clarÃ© illÃ©gale la prÃ©sence dâ??IsraÃ«l dans le TPO et demandÃ© son dÃ©mantÃ¨lement dans un dÃ©lai de 12 mois ; mais les Ã?tats se sont abstenus dâ??agir.

Â« Lâ??impunitÃ© bien ancrÃ©e pour les violences commises par des colons et lâ??inaction de longue date de la communautÃ© internationale sâ??agissant de stopper lâ??expansion des colonies israÃ©liennes illÃ©gales ou de mettre fin Ã lâ??occupation israÃ©lienne facilitent le transfert illÃ©gal de villageoisÂ·eÂ·s palestiniens, ce qui constitue un crime de guerre. Au lieu de continuer de permettre lâ??accaparement des terres par IsraÃ«l, ce qui a des consÃ©quences dÃ©vastatrices pour les PalestinienÂ·neÂ·s, les dirigeantÂ·eÂ·s du monde doivent faire pression sur IsraÃ«l pour quâ??il mette fin Ã lâ??occupation illÃ©gale et dÃ©mantÃ¨le le systÃ¨me dâ??apartheid Ã leur encontre Â», a dÃ©clarÃ© Erika Guevara Rosas.

Outre Shib al Butum, neuf autres villages de Masafer Yatta sont exposÃ©s Ã un risque imminent de dÃ©placement forcÃ©, lâ??armÃ©e israÃ©lienne ayant dÃ©clarÃ© quâ??ils font partie dâ??une zone dâ??entraÃ®nement militaire. La situation de ces habitants et leur lutte pour rester sur leurs terres ancestrales sont le sujet du documentaire *No Other Land*, rÃ©cemment nominÃ© aux Oscars.

date crÃ©Ã©e
2025/02/28